



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250228-2802202510-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 28 février 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Était représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI

Étaient excusée :

Madame Béatrice BOCHET

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 21 février 2025



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250228-2802202510-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025



6 DEMANDE DE SUBVENTION EN VUE DU RENOUELEMENT DU DISPOSITIF MOBILE DU SERVICE DES AINÉS DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS DE LA CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis le 1er janvier 2016, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (C.F.P.P.A.) a pour mission de coordonner les financements concernant la politique de prévention en faveur des personnes âgées.

Cette démarche, engagée au préalable par le Département de la Seine-Maritime, l'Agence Régionale de Santé de Normandie et l'Inter-régime (CARSAT, MSA), réunit également les principaux financeurs de la politique de prévention de la perte d'autonomie : Mutualité Française, Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat, Région, Caisse Primaire d'Assurance Maladie...

Le programme de la C.F.P.P.A. détermine des priorités d'action autour de deux lignes directrices transversales :

- Étendre l'offre de prévention au plus grand nombre grâce à une approche globale, transversale et partagée (mobilité, information, proximité).
- Construire un parcours de prévention adapté à chacun en adoptant une démarche visant à appréhender la diversité des publics (personnes en situation de précarité, aidants, personnes isolées).

Parmi les priorités définies par la C.F.P.P.A., la mobilité représente un enjeu majeur du « Bien vieillir ». Se déplacer permet de préserver son autonomie tout en restant acteur au sein de son environnement. Malgré l'existence de nombreux services de transport sur l'agglomération rouennaise, de nombreux seniors restent confrontés à des difficultés de déplacement. Ces difficultés engendrent des ruptures dans les parcours de vie et de soin des personnes âgées.

Depuis le 1er juillet 2022, le Service des Aînés de la ville de Rouen, représenté dans ce cadre par le Pôle veille sociale et Lutte contre l'isolement, le CLIC des Aînés et le service des Résidences Autonomie ont développé un partenariat avec le Service d'Aide à Domicile APEF afin de proposer aux Rouennais âgés de 60 ans et plus se trouvant en situation de fragilité un service de transport personnalisé.

Ce dispositif permet aux personnes n'ayant aucune autre solution physique, financière ou environnementale pour se déplacer, d'être accompagnées de leur domicile au lieu-dit pour leurs rendez-vous médicaux, leurs activités de loisirs et de bien-être. Le dispositif prévoit également l'organisation de transports collectifs réalisés par un accompagnateur de l'APEF par le biais d'un véhicule du C.C.A.S. pouvant transporter jusqu'à 9 personnes simultanément pour se rendre à des manifestations organisées sur le territoire. Ce service est gratuit et non limité dans le temps. Depuis sa mise en place il a permis la réalisation de 430 accompagnements avec un accroissement progressif des demandes (48 en 2022, 135 en 2023 et 247 en 2024).

Afin de financer ce projet, le Service des Aînés a bénéficié de subventions dans le cadre de l'appel à projets de la C.F.P.P.A, soit 10 000 € pour l'année 2022 et 14 018 € pour les années 2023 et 2024.

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250228-2802202510-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025

Afin de maintenir ce dispositif, indispensable dans le cadre de la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie, le Service des Aînés souhaite solliciter une nouvelle demande de financement dans le cadre de l'appel à projets de la C.F.P.P.A. d'un montant de 12 208 € pour l'année 2025 et de 12 670 € pour l'année 2026 correspondant au financement de 250 transports annuels.



Ladite demande de subvention est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n° 2024-217, du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles R.123-20 et L.123-5,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S., représenté par le Service des Aînés, met en place des actions dans le cadre de la prévention à la perte d'autonomie et de la lutte contre l'isolement soutenues par la C.F.P.P.A.,

CONSIDÉRANT que ce dispositif est primordial dans le cadre de la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à déposer un dossier pour l'appel à projets de la C.F.P.P.A. du Département de Seine-Maritime en vue de solliciter des financements à hauteur de 12 208 € pour l'année 2025 et de 12 670 € pour l'année 2026.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.